historique, peut-être qu'il conviendrait de ne rien changer du tout.

En second lieu, la Commission a modifié la limite nord de la circonscription, sans tenir compte des facteurs géographiques qui lient les localités de Russell, Onanole, Rossburn, Vista, Wasagaming, Binscarth et les autres. Ce sont toutes des collectivités agricoles. De même, la Commission n'a pas tenu compte de la limite naturelle que représente le parc national Riding Mountain, un parc fédéral situé dans l'ouest du Manitoba, et elle a établi une nouvelle limite excluant les collectivités situées en-deça et au-delà du parc national, qui se trouveront à l'écart des habitants des autres localités.

Le député qui m'a précédé a insisté sur l'importance de la communauté d'intérêt. Je crois qu'on pourrait invoquer la même analogie pour la circonscription de Portage-Marquette. Les gens s'habituent à faire affaire à un endroit qu'ils connaissent bien. Ils reçoivent de la documentation de leur député, qui qu'il soit. Les habitants d'une région sont habitués à un certain nom, surtout si celui-ci reste le même pendant de nombreuses années.

Je soutiens que la Commission doit réévaluer la situation et modifier les limites, probablement pour rétablir celles qui existaient auparavant. Elle peut le faire sans trop de difficulté. En proposant de déplacer la limite actuelle au sud du parc national du mont Riding, la Commission va compliquer énormément les communications de la plupart des centres situés le long de ce qu'on appelle le Turkey Trail avec leur député. Cette région se trouve au pied du parc national du mont Riding. Elle est connue depuis fort longtemps comme Turkey Trail et c'est ainsi que les gens de cette partie de la circonscription l'appellent. Un changement dérangerait considérablement cette région commerciale et sa population.

La Commission a tenu ses audiences à Portage-LaPrairie le 26 octobre 1982. Bien que ce soit la plus grande ville entre Winnipeg et Brandon, elle se trouve à plus de 200 milles de la région visée, de sorte que personne ne s'est rendu aux audiences pour présenter des objections. C'était trop loin. Pour que des gens se rendent aux audiences, il aurait fallu qu'elles se tiennent à Shoal Lake, Minnedosa ou Rossburn. Les commissaires auraient alors entendu les objections que je viens d'exposer.

A mon avis, la Commission n'a pas su tenir compte des particularités de cette circonscription. Le changement du nom et des limites ne fait le bonheur de personne, pas plus du député que des autres intéressés. Les changements nécessaires pour rétablir les limites précédentes sont mineurs et ils devraient être effectués, car c'est ce que tout le monde désire. Nous sommes ici pour aider les circonscriptions.

En réexaminant la décision concernant la circonscription de Portage-Marquette, je suis sûr que les commissaires se rendront compte que ce que je propose, ce que le député de cette circonscription demande et ce que les gens de cette région désirent, c'est le retour à la situation originale.

Le président suppléant (M. Corbin): Comme aucun autre député ne demande à participer au débat, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, le débat est ajourné jusqu'à une date ultérieure.

La Chambre est peut-être disposée à déclarer qu'il est 13 heures. Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

Prêts aux petites entreprises—Loi

[Français]

Le président suppléant (M. Corbin): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI N° 4 SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

MODIFICATION TENDANT À REPORTER LA DATE POUR LA GARANTIE DES PRÊTS

L'hon. William Rompkey (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)) propose: Que le projet de loi C-144, loi n° 4 modifiant la loi sur les prêts aux petites entreprises, soit lu pour la 2^e fois et renvoyée au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

—Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer le projet de loi C-144, loi n° 4 modifiant la loi sur les prêts aux petites entreprises. Cette loi est au nombre des mesures à la fois utiles et appréciées que prend le gouvernement pour venir en aide aux hommes d'affaires qui exploitent de petites entreprises qui, la Chambre le sait pertinemment, peuvent s'adresser à des prêteurs privés, pour obtenir des prêts garantis par le gouvernement à des taux d'intérêt inférieurs de 1 p. 100 au taux préférentiel accordé par les banques à charte.

Cette loi, adoptée en 1961, a eu depuis des répercussions considérables. Des centaines de milliers de prêts atteignant le total approximatif de 2 milliards et demi de dollars ont été consentis en vertu de cette loi. En 1982, près de 17,000 petites entreprises un peu partout au Canada ont emprunté quelque 427 millions de dollars en vertu de la loi sur les prêts aux petites entreprises. Depuis les quatre dernières années, près du dixième des petites entreprises canadiennes ont contracté des emprunts dans le cadre de ce programme, qui se révèle efficace du fait qu'il encourage les prêteurs du secteur privé à offrir des prêts à terme aux petites entreprises avec une intervention minimum du gouvernement sur les marchés financiers. Les révisions apportées à la loi, ont élargi les critères d'admissibilité aux prêts, ont relevé le plafond de ces prêts, et ont assoupli la structure des taux d'intérêt de façon à accroître l'importance et le nombre des prêts.

Grâce au projet de loi que je dépose aujourd'hui la loi sur les prêts aux petites entreprises va s'appliquer pendant deux ans de plus. J'exhorte les députés à en faciliter l'adoption rapide. Je sais que les députés des deux côtés de la Chambre sont disposés à aider la petite entreprise, et qu'ils vont donc collaborer pour qu'on puisse adopter rapidement ce projet de loi. Cette mesure ainsi que d'autres initiatives du gouvernement—entre autres, la Banque fédérale de développement—aident les petites entreprises à tenir le coup pendant la récession actuelle de façon qu'elles puissent profiter de la relance économique qui